

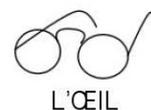


Pau, Béarn, France

Les dynamiques économiques paloises



Pau Porte des Pyrénées
Communauté d'agglomération



L'Observatoire de l'Economie et des Institutions Locales

juillet 2013



SOMMAIRE

Préambule	4
Partie 1 Une économie paloise qui se distingue des aires urbaines de taille comparable	6
1. L'aire urbaine de Pau : une économie exceptionnellement équilibré	6
2. Un développement local régulier et une bonne protection contre les turbulences macroéconomiques.....	8
3. Mieux encore, un nouveau dynamisme dans le « printemps des métropoles ».....	9
4. Une forte résilience du système productif palois	
5. Le paysage pyrénéen, un facteur crucial de développement plus encore qu'un « joli cadre »	11
6. Un secteur public raisonnablement représenté.....	12
7. Une forte amélioration du niveau de vie des habitants de l'aire urbaine paloise	12
Partie 2 Une aire urbaine paloise dynamique dans un environnement régional souvent perturbé	13
1. Des dynamiques démographiques différentes.....	13
2. Des dynamiques pour l'emploi variées.....	14
3. Des situations de pauvreté contrastées.....	16
4. Les relations entre l'aire de Pau et les dix autres aires urbaines	16
Partie 3 Quelle organisation, complémentarités et solidarités au sein de la ZEM ?	18
1. Trois grands territoires aux dynamiques et aux rôles contrastés : Communauté d'Agglomération de Pau Pyrénées, reste du SCoT et reste de la ZEM.....	19
2. Une forte progression du revenu des ménages de la ZEM associée à une réduction des inégalités entre les 24 territoires. ...	19
3. Mais certains territoires plutôt « gagnants » et d'autres plutôt « perdants »	20
Vers des solidarités à structurer ?	21

PRÉAMBULE

Le territoire palois est une entité géographique complexe que l'on peut approcher en évoquant la commune de Pau (83 000 habitants), la Communauté d'Agglomération Pau Pyrénées (147 000 habitants), le SCoT du Grand Pau (220 000 habitants) ou encore l'aire urbaine de Pau (239 000 habitants). Plus largement, une vaste zone d'étude métropolitaine, la « ZEM », dont la population atteint 500 000 habitants en 2010, réunit des territoires aux destins liés (aires urbaines de Pau, Tarbes, Lourdes, Orthez, Mourenx, Oloron-Sainte-Marie ainsi que les communes rurales qui les entourent).

La Communauté d'Agglomération de Pau Pyrénées a sollicité l'AUDAP (Agence d'Urbanisme Atlantique et Pyrénées) pour l'accompagner dans l'analyse des dynamiques économiques du territoire en partenariat avec le Cabinet l'Œil dirigé par **Laurent Davezies**. Titulaire d'une chaire « *Économie et développement* », enseignant au CNAM et auteur de plusieurs ouvrages de référence dont « *La République et ses territoires* », Laurent Davezies propose notamment une méthodologie spécifique fondée sur l'analyse des flux de revenus.

Cette étude vise à éclairer, à l'aide de données socio-économiques récentes issues de multiples sources (INSEE, Unedic, etc.), la situation paloise, selon différentes acceptions géographiques, dans le contexte national, régional et local.

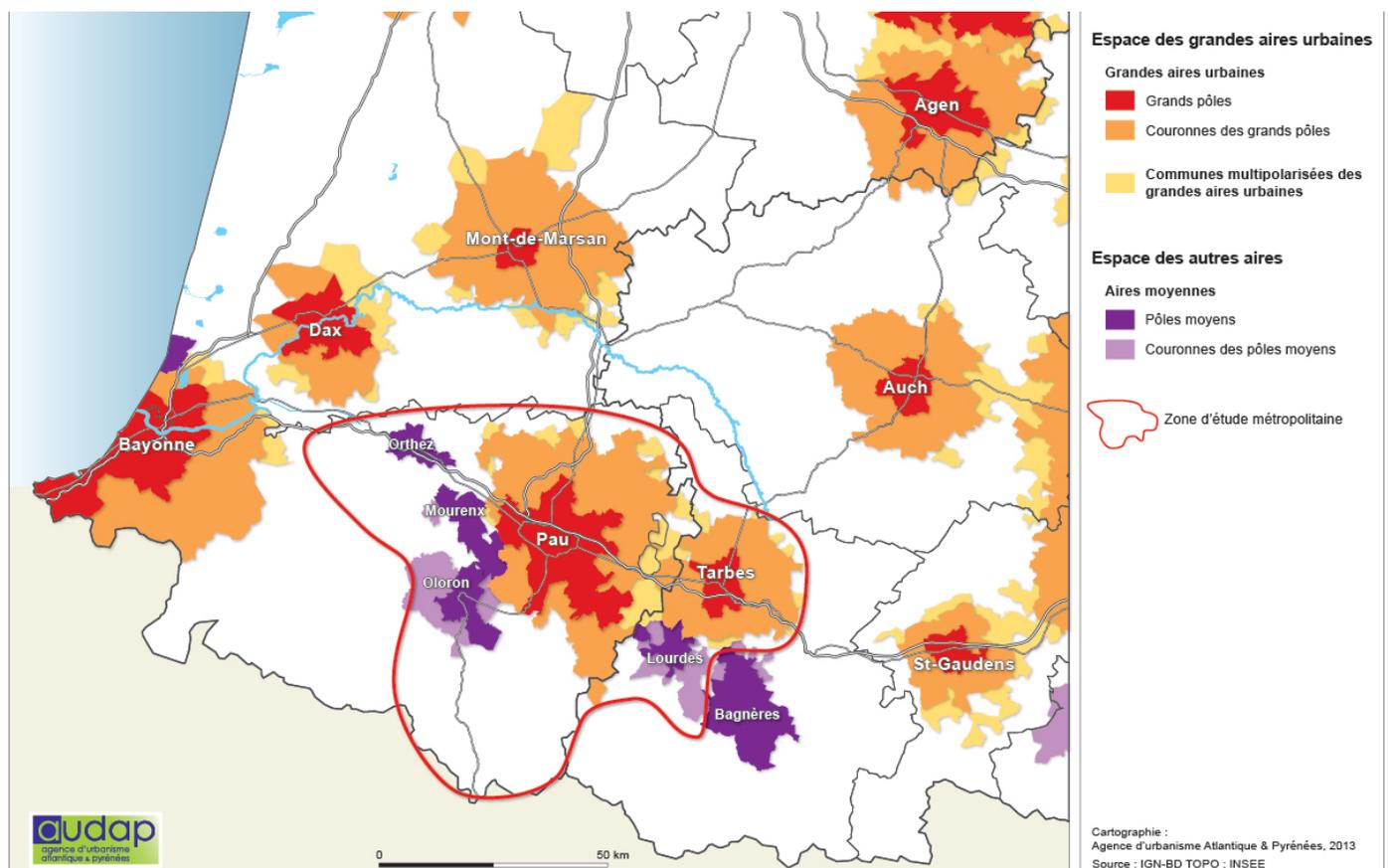
- Comment l'économie se porte-t-elle aujourd'hui et quelle est la santé sociale de notre territoire ?
- Comment ont-elles évolué dans les dernières décennies et plus particulièrement dans le contexte des années de crises depuis 2008 ?

- Quels sont les moteurs du développement local (productif, public, résidentiel,...) et comment se comportent-ils aujourd'hui ?
- Quelles sont les vulnérabilités/avantages de l'économie paloise dans le contexte bouleversé par la crise de 2008-2009 et par celle qui a débuté en 2011 ?
- Quel est le partage des tâches et quelles sont les complémentarités des différents territoires qui « travaillent » avec celui de Pau au sein de sa « zone d'étude métropolitaine » ?

Aire urbaine (zonage INSEE)

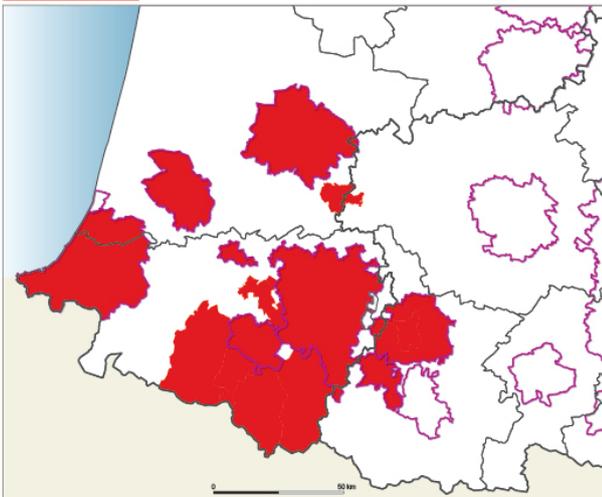
Ensemble de communes d'un seul tenant et sans enclave (bâti continu), constitué par un pôle urbain et par des communes rurales dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaille dans le pôle ou dans des communes attirées par celui-ci.

Les aires urbaines et la zone d'étude métropolitaine (ZEM)

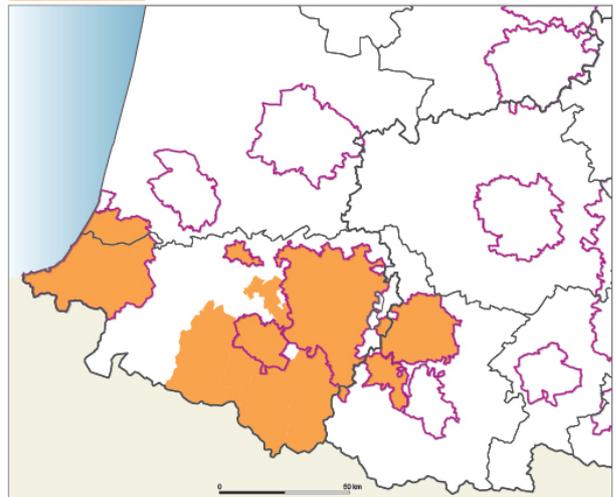


Les zones d'études métropolitaines (ZEM) envisagées

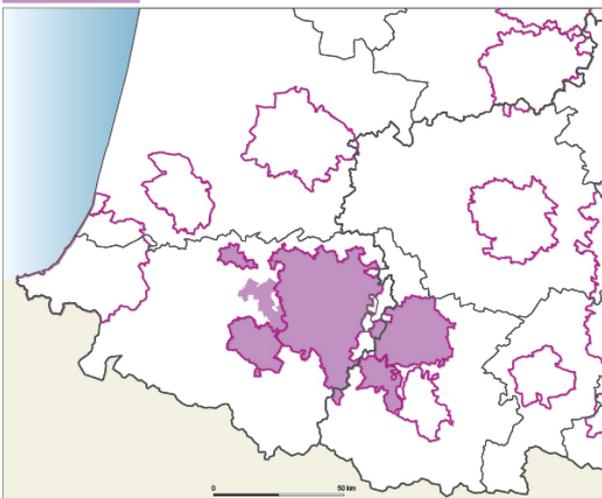
ZEM 1



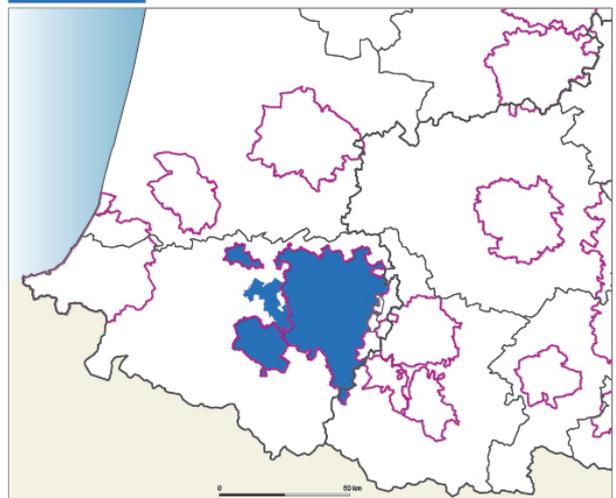
ZEM 2



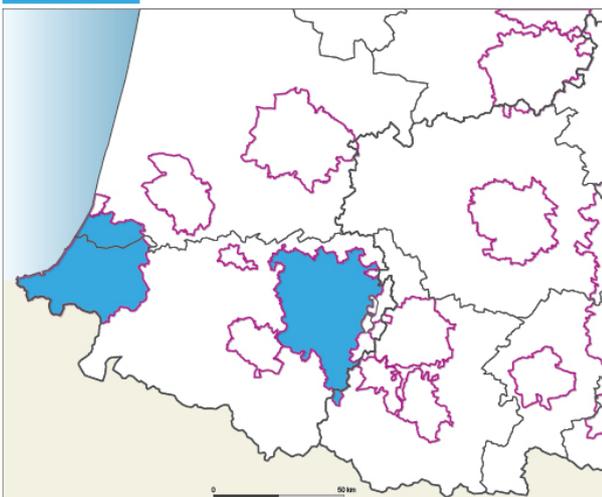
ZEM 3



ZEM 4



ZEM 5



ZEM 1

Aires urbaines : Pau / Tarbes / Lourdes / Oloron / Orthez / Mourenx / Artix / Bayonne / Dax / Mont-de-Marsan / Aire-sur-Adour
Communautés de communes : Vallée d'Aspe / Vallée d'Ossau / Vallée du Barétous / Soule-Xibéroa

ZEM 2

Aires urbaines : Pau / Tarbes / Lourdes / Oloron / Orthez / Mourenx / Artix / Bayonne
Communautés de communes : Vallée d'Aspe / Vallée d'Ossau / Vallée du Barétous / Soule-Xibéroa

ZEM 3

Aires urbaines : Pau / Tarbes / Lourdes / Oloron / Orthez / Mourenx / Artix

ZEM 4

Aires urbaines : Pau / Oloron / Orthez / Mourenx / Artix

ZEM 5

Aires urbaines : Pau / Bayonne

 Aires urbaines

audap Cartographie : Agence d'urbanisme Atlantique & Pyrénées, 2013
 Source : IGN-BD TOPO ; INSEE

Le choix de définition d'une Zone d'Étude Métropolitaine, Avant de s'arrêter sur le choix définitif de la ZEM, cinq périmètres, regroupant plusieurs aires urbaines ont été envisagés et testés. Le choix de retenir une sixième ZEM comprenant le Béarn ainsi que les aires urbaines de Tarbes et Lourdes est apparu comme le plus pertinent et le plus cohérent au sens des réalités de fonctionnement d'un système territorial. Cette ZEM présente en outre l'avantage d'assurer une continuité territoriale.

PARTIE 1 UNE ÉCONOMIE PALOISE QUI SE DISTINGUE DES AIRES URBAINES DE TAILLE COMPARABLE

1. L'aire urbaine de Pau : une économie exceptionnellement équilibrée

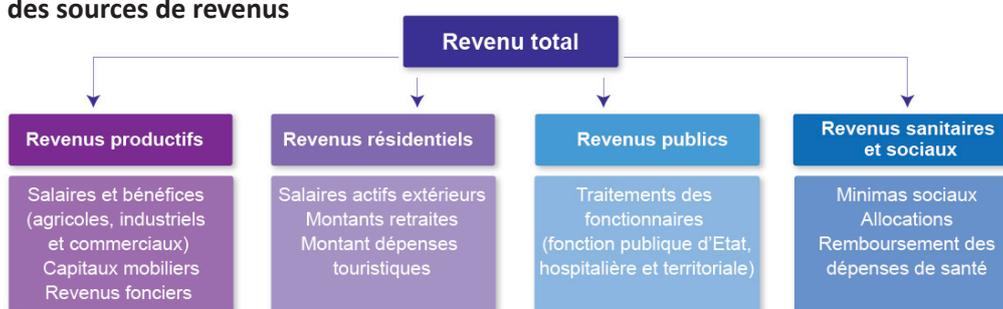
La caractéristique la plus singulière de l'économie de l'aire urbaine de Pau tient à son caractère équilibré. La décomposition des sources de revenu qui viennent de l'extérieur irriguer son économie (« bases économiques ») rend compte des poids respectifs des revenus liés :

- à la production compétitive qui sont générés par les biens et services produits localement et vendus au reste du monde,
- aux budgets publics,

- à l'économie résidentielle (retraités, touristes, navetteurs vivant dans l'aire urbaine et travaillant à l'extérieur),
- aux prestations sanitaires et sociales.

Les poids de ces différents moteurs sont exactement ceux de la moyenne des aires urbaines françaises : 17 % pour les revenus productifs, 47 % pour les revenus résidentiels, 11 % pour les revenus publics et 24 % pour les revenus sanitaires et sociaux.

Décomposition des sources de revenus



Agence d'urbanisme Atlantique & Pyrénées, 2013

Indicateurs clés de l'aire urbaine de Pau et de six autres aires urbaines de taille comparable

	Pau	Limoges	Poitiers	Besançon	Lorient	Anncy	Chambéry	France
Population 2009	238 675	281 180	251 156	244 449	213 117	212 543	210 130	62 454 853
Variation population 1975-2009	28,0%	16,4%	38,9%	27,5%	19,1%	57,3%	43,5%	18,8%
Variation population 2006-2009	1,6%	3,0%	3,1%	1,9%	1,4%	2,5%	1,3%	1,7%
Variations emplois 1990-2009	25,5%	12,7%	35,4%	25,7%	14,2%	27,5%	26,9%	16,5%
Variations emplois 2006-2009	3,4%	1,5%	4,0%	1,4%	1,1%	2,9%	2,4%	1,8%
Variation emplois marchands 2006 2009	1 290	529	1 448	235	877	1 377	-192	191 524
Variation emplois non marchands 2006 2009	903	2 043	2 126	1 322	51	2 334	1 386	304 256
Part emplois salariés - Appareil Productif 2006	32,7%	28,2%	26,3%	29,8%	31,4%	37,5%	30,3%	35,4%
Part emplois salariés - Économie Résidentielle 2006	41,7%	40,6%	39,8%	37,9%	39,5%	42,6%	42,4%	40,5%
Part emplois salariés - Fonction Publique 2006	25,6%	31,3%	33,9%	32,3%	29,1%	20,0%	27,3%	24,1%
Revenu par habitant 2009 (en indice, Province=100)	107	99	97	99	102	130	116	107
Potentiel financier* par habitant 2010 (en indice, Province=100)	98	96	83	95	93	116	109	108
Surface agricole utilisée 2010 (ha)	83 128	109 030	150 328	75 047	32 614	26 357	24 636	26 830 835

Source : INSEE, DGFIP et AGRESTE

* Potentiel financier = potentiel fiscal (produit des taxes foncières) + produit de la dotation globale de fonctionnement (DGF)

Décomposition des revenus de l'aire urbaine de Pau et des aires urbaines nationales comparables (en %)

	Pau	Limoges	Poitiers	Besançon	Lorient	Annecy	Chambéry	Moyenne AU françaises
Salaires base productive privée	13,6%	19,7%	16,6%	12,1%	10,6%	14,4%	15,0%	14,1%
Bénéfices agricoles	0,6%	0,2%	0,4%	0,3%	0,4%	0,7%	0,5%	0,4%
Bénéfices industriels et commerciaux	0,3%	0,6%	0,3%	0,5%	0,4%	0,2%	0,3%	0,4%
Bénéfices non commerciaux	0,4%	1,1%	0,3%	0,6%	0,1%	0,2%	0,2%	0,3%
Revenu des capitaux mobiliers	1,0%	1,3%	1,0%	0,9%	0,9%	1,0%	0,9%	0,8%
Revenus fonciers	1,4%	1,7%	1,3%	1,3%	1,1%	1,4%	1,2%	1,2%
Total base productive privée	17,4%	24,6%	19,9%	15,6%	13,4%	17,9%	18,0%	17,2%
Salaires des migrants-alternants	7,3%	11,5%	7,6%	7,8%	7,5%	7,9%	5,2%	10,9%
Retraites	27,9%	20,7%	23,8%	22,1%	29,2%	23,9%	29,6%	25,0%
Dépenses touristiques totales	11,9%	18,3%	8,2%	26,4%	15,6%	10,3%	6,7%	11,3%
... en hôtels et campings	2,2%	4,7%	2,4%	3,9%	2,3%	4,7%	2,2%	2,8%
... en Résidence Secondaire et location	2,0%	2,8%	2,2%	3,3%	3,8%	2,2%	1,9%	2,8%
... chez famille et amis	7,7%	10,9%	3,6%	19,2%	9,5%	3,4%	2,6%	5,7%
Total base résidentielle	47,1%	50,5%	39,6%	56,3%	52,3%	42,1%	41,5%	47,1%
Base publique territoriale	3,6%	3,1%	3,7%	3,3%	2,9%	4,1%	3,9%	3,2%
Base publique d'Etat	5,9%	4,1%	8,3%	5,0%	4,6%	8,9%	6,9%	5,5%
Base publique hospitalière	1,8%	1,3%	4,5%	2,9%	3,2%	4,6%	5,3%	2,9%
Total base publique	11,3%	8,5%	16,5%	11,3%	10,7%	17,7%	16,1%	11,6%
Allocations ASSEDIC	3,4%	3,1%	3,4%	2,6%	3,7%	3,2%	3,2%	3,4%
Indemnités Journ. maladie / maternité	1,1%	1,2%	1,2%	1,1%	1,3%	1,1%	1,2%	1,3%
RMI	0,6%	0,2%	0,6%	0,3%	0,6%	0,6%	0,6%	0,6%
Minimum vieillesse et invalidité	0,3%	0,1%	0,2%	0,1%	0,3%	0,2%	0,3%	0,2%
Alloc. aux adultes handicapés	0,8%	0,3%	0,5%	0,5%	0,6%	0,6%	0,9%	0,7%
Prestations fam. et alloc. logts	4,2%	2,9%	5,1%	3,6%	4,6%	4,8%	4,4%	4,7%
Aides des dépts aux pers. âgées (APA)	0,5%	0,3%	0,6%	0,4%	0,6%	0,5%	0,8%	0,6%
Aides des dépts aux pers. handi. (APH)	0,3%	0,2%	0,3%	0,2%	0,3%	0,3%	0,4%	0,3%
Aides des dépts à l'enfance (APE)	0,5%	0,3%	0,4%	0,4%	0,3%	0,4%	0,5%	0,4%
Pratiques médicales	3,5%	3,1%	3,8%	2,8%	3,5%	3,9%	3,7%	4,0%
Actes auxiliaires	0,8%	0,6%	0,6%	0,4%	0,9%	0,5%	0,8%	0,7%
Actes biolo. et prélèvements	0,6%	0,5%	0,6%	0,4%	0,6%	0,5%	0,7%	0,7%
Pharmacie	3,0%	1,7%	3,2%	1,9%	3,0%	3,1%	4,0%	3,3%
Autres biens médicaux	1,5%	1,0%	1,9%	1,3%	1,6%	1,4%	1,4%	1,4%
Cliniques privées (dép. des locaux)	2,6%	1,1%	1,3%	0,7%	1,5%	1,0%	1,1%	1,6%
Cliniques privées (dép. importées)	0,3%	0,1%	0,5%	0,2%	0,3%	0,2%	0,4%	0,3%
Total base sanitaire et sociale	24,1%	16,4%	24,0%	16,8%	23,7%	22,3%	24,4%	24,1%
dont médical	12,4%	8,0%	11,8%	7,6%	11,5%	10,7%	12,1%	11,9%
dont social	11,7%	8,5%	12,1%	9,2%	12,2%	11,7%	12,4%	12,2%
Total revenus basiques	100%							

Source : l'OEIL

Il s'agit là d'une forme d'originalité car il n'y a, en effet, que très peu d'aires urbaines françaises qui aient cette caractéristique. Certaines sont très spécialisées dans les activités productives (Paris, Oyonnax, Lyon ou Montbéliard) mais disposent de peu de revenus résidentiels, d'autres sont spécialisées dans l'accueil de touristes et/ou de retraités (Fréjus, Bayonne, Béziers, Toulon) mais disposent de peu de bases productives. Certaines aires urbaines sont fortement dépendantes des revenus publics (Mont-de-Marsan, Poitiers, Auch, Limoges) et d'autres en sont littéralement privées (Fos-sur-Mer, Oyonnax, Béziers, Cholet). Certaines sont très dépendantes des prestations sociales (Maubeuge, Valenciennes, Calais, Roanne ou Marseille). Il existe donc une très grande diversité structurelle des moteurs du développement des aires urbaines française.

“ **Des 130 plus grandes aires urbaines du pays, celle de Pau est celle qui est la plus proche de la structure moyenne** ”

Des 130 plus grandes aires urbaines du pays, celle de Pau est celle qui est la plus proche de la structure moyenne. **on y trouve des activités productives, des revenus publics et des revenus résidentiels de façon équilibrée.** Le territoire peut donc compter sur plusieurs moteurs complémentaires ce qui lui assure **une régularité de développement et une faible vulnérabilité aux chocs.** Par ailleurs, la spécificité de son moteur productif orienté sur des filières porteuses (aéronautique, géosciences, agroalimentaire...) donne au territoire une **capacité de rebond particulière.**

2. Un développement local régulier et une bonne protection contre les turbulences macroéconomiques

L'aire urbaine de Pau a connu, depuis 1975, une progression démographique marquée, avec plus de 26 % d'augmentation de sa population (contre 17 % pour la France métropolitaine, 19 % pour le département des Pyrénées-Atlantiques et 35 % pour l'aire urbaine de Bayonne). Elle se classe ainsi dans la bonne moyenne des six aires urbaines françaises de taille comparable (Limoges, Poitiers, Besançon, Lorient, Annecy et Chambéry).

Elle doit son dynamisme à un double mécanisme, là encore équilibré, entre croissance naturelle et migratoire de la population. D'une part, depuis des décennies, les naissances y excèdent nettement les décès, dans la moyenne de ce que l'on observe dans les six aires urbaines françaises comparables, mais ce qui n'est pas le cas d'autres aires urbaines voisines

comme celles de Bayonne, Orthez, Lourdes, Oloron ou Dax. A ce dynamisme naturel, qui signe la présence de jeunes ménages, vient s'ajouter une attractivité résidentielle qui lui permet d'avoir, entre 1999 et 2006, un solde migratoire supérieur à celui des six aires urbaines françaises comparables (y compris des zones particulièrement attractives comme les aires de Chambéry ou Annecy). Certes, le niveau de son solde migratoire est inférieur à celui de l'aire urbaine de Bayonne, de Dax ou de Lourdes, qui compensent leur déficit naturel et qui enregistrent de plus fortes progressions démographiques par l'apport de nouvelles populations.

L'emploi a progressé nettement plus vite entre 1990 et 2009 dans l'aire urbaine de Pau qu'en France (avec +25,5 % contre +16,5 % en moyenne nationale). Entre 1999 et 2006, avec +14 %, elle fait mieux que les +11 % du pays et plus nettement encore, sur la période 2006-2009 qui comprend pourtant la crise de 2008-2009 : son niveau d'emploi progresse pratiquement deux fois plus vite que celui de la France (avec +3,5 % contre +1,8 % au niveau national).

Une caractéristique forte de la variation de l'emploi du territoire est sa grande régularité et la faiblesse des turbulences dans les années passées comparée à d'autres grands territoires urbains français qui ont vu se succéder période de récession et de croissance. On retrouve là les puissants effets d'amortisseur liés à l'équilibre des moteurs de son développement : avec un système productif ballotté par les turbulences conjoncturelles mais amorties par des apports significatifs de revenus inélastiques à la conjoncture (retraites, salaires publics, mais aussi revenus du tourisme).

En dépit d'une forte augmentation du nombre de ses actifs (du fait de la dynamique démographique évoquée plus haut), l'aire urbaine de Pau et plus généralement la zone d'emploi de Pau a ainsi été **plus épargnée en termes de croissance du chômage** que la plupart des territoires français. Avec la zone d'emploi de Lorient, celle de Pau a connu, et de loin, la plus faible progression de son taux de chômage des six aires urbaines comparables entre 2003 et 2010. Le journal *Le Monde* (27-01-2013) a récemment présenté la zone d'emploi de Pau comme l'une de celles du pays ayant connu les plus faibles hausses du chômage entre décembre 2011 et décembre 2012, et ce même si la progression du chômage est une réalité.

La zone d'emploi de Pau (zonage INSEE)

Espace géographique à l'intérieur duquel la plupart des actifs résident et travaillent, et dans lequel les établissements peuvent trouver l'essentiel de la main d'œuvre nécessaire pour occuper les emplois offerts. La zone d'emploi de Pau comprend les aires urbaines de Pau, Mourenx, Artix et Orthez.

De façon générale, le taux de chômage de la zone d'emploi de Pau, depuis 2003, a toujours été inférieur à la moyenne des zones d'emploi françaises. Plus encore, cet écart n'a cessé de s'accroître jusqu'en 2012 : il était de -0,4 point en 2003, il est de -1,6 points en 2012 (on retrouve le même phénomène entre la zone d'emploi de Pau et celle de Bayonne, avec un écart qui passe de +0,5 point en 2003 à -0,9 point en 2012).

En 2003, la zone d'emploi de Pau était la 166^{ème} des 304 zones classées par ordre croissant de taux de chômage. En 2010, elle est 227^{ème}.

3. Mieux encore, un nouveau dynamisme dans le « printemps des métropoles »

De façon générale, l'emploi salarié privé a beaucoup souffert en France depuis le début de la crise, en 2008, avec une perte nette de 530 000 emplois entre décembre 2007 et décembre 2009. Selon les données de l'ACOSS⁽¹⁾, en décembre 2011, le pays n'en avait encore regagné que la moitié (280 000 emplois). Sur les 761 aires urbaines françaises, 553 n'avaient toujours pas retrouvé, en décembre 2011, leur niveau d'emploi de décembre 2007 (et il s'en faut de 297 000 emplois salariés privés !). 194 « petites » aires urbaines ont légèrement progressé entre 2007 et 2011 (au total de 28 000 emplois). **Seules 13 aires urbaines françaises ont connu, sur le total de période, une progression significative de leur emploi** : elles n'avaient perdu, au total, que 29 000 emplois entre 2007 et 2009, et elles enregistrent une création nette de 102 000 emplois entre 2009 et 2011, soit une progression, entre 2007 et 2011, de 73 000 emplois. En bref, dans une France « embourbée », n'émergent que 13 aires urbaines dynamiques, **dont celle de Pau**.

Ces 13 aires urbaines doivent leur succès à un double mécanisme : elles ont moins perdu d'emplois entre 2007 et 2009 (-2 100 dans l'AU de Pau) et en ont plus créé entre 2009 et 2011 (+3 500 dans l'AU de Pau).

On saisit là concrètement le fameux « effet métropole » si souvent évoqué. Dans ces 13 championnes, on retrouve les aires urbaines de Toulouse, Bordeaux, Nantes, Lyon, Lille, Marseille plus communément considérées comme métropoles mais également celles de Pau et de Bayonne.

Il est frappant de constater que l'Aquitaine réalise ici une sorte de grand schéma, avec ses trois grandes villes qui apparaissent dans ce tableau d'honneur. Plus frappant, à l'heure où l'on considère et l'on vérifie que dans le nouveau modèle de croissance du pays ce sont nos grandes « métropoles » qui constituent l'atout majeur, de constater que Pau et Bayonne (totalisant à elles deux 500 000 habitants) sont, avec l'aire urbaine de Chambéry, des « petites » qui gagnent !

4. Une forte résilience du système productif palois

Comme souligné, l'équilibre des moteurs du développement palois permet de disposer des secteurs d'emploi qui résistent mieux en période de crise. Ces secteurs sont liés à la consommation des ménages dont les revenus sont inélastiques à la conjoncture : commerce de détail, BTP, restauration, activités hospitalières privées, action sociale pour personnes âgées, ... ce sont les emplois de l'économie « résidentielle ». Ils représentaient en 2006, selon l'INSEE, 41,7 % de l'emploi salarié de l'aire urbaine (contre 40,5 % en moyenne en France). Sur les six aires urbaines comparables, seules Annecy et Chambéry, font mieux (avec 42,6 % et 42,4 %). Ces secteurs constituent un véritable bouclier pour l'emploi. Ils sont liés à la qualité de l'offre résidentielle (cadre, environnement, qualité de la vie,...) dont le solde migratoire évoqué plus haut est le marqueur.

En revanche, en période d'expansion, ce sont les moteurs productifs qui constituent l'accélérateur principal de l'emploi de l'aire urbaine de Pau. Selon l'INSEE, les emplois de l'appareil productif de l'aire urbaine paloise représentent, en 2006, 32,7 % de l'emploi salarié (contre 35,4 % au niveau national). Ce poids apparemment faible tient au fait que la fonction publique (chef-lieu de département) est plus représentée dans ce type d'aire urbaine que dans la moyenne nationale. Comparée aux six aires urbaines étudiées, il n'y a qu'à Annecy qui ait un taux supérieur d'emploi productif (37,5 %) à celui de Pau.

Si l'aire urbaine a perdu beaucoup d'emplois industriels traditionnels entre 2000 et 2010 (papiers et cartons, usinage des métaux, fabrication de vêtements, transformation de la viande, fabrication de chaussures,...), soit de l'ordre de 1 600 emplois, elle en a gagné beaucoup plus dans des secteurs productifs modernes : recherche développement en sciences physiques et naturelles, construction aéronautique, centres d'appel, architecture et ingénierie, programmation et conseils informatique, en bref, on assiste à une reconversion productive pour l'instant réussie.

“ on assiste à une reconversion productive pour l'instant réussie ”

Cette reconversion est équilibrée et offre du travail aux moins qualifiés (plus souvent employés qu'ouvriers) et s'appuie aussi sur la dynamique de secteurs à forte qualification (notamment l'aéronautique et la R&D) : l'aire urbaine de Pau bénéficie d'un solde migratoire des cadres, entre 1999 et 2006, plus fort encore que celui de la population totale (5,4 %) et qui

(1) Agence centrale des organismes de sécurité sociale

Les secteurs d'activité ayant créés le plus d'emplois salariés privés dans l'aire urbaine paloise et dans les 60 plus grandes aires urbaines françaises entre 2000 et 2010

60 premières AU		AU Pau	
Programmation, conseil et autres activités informatiques	152 665	Activités de nettoyage	1 355
Restaurants et services de restauration mobile	117 075	Construction aéronautique et spatiale	940
Activités des sièges sociaux	97 557	Restaurants et services de restauration mobile	750
Action sociale sans hébergement pour personnes âgées/handicapées	81 805	Activités de centres d'appels	642
Activités de nettoyage	80 127	Activités d'architecture et d'ingénierie	630
Activités d'architecture et d'ingénierie	54 217	Autre action sociale sans hébergement	572
Hébergement médicalisé	52 168	Action sociale sans hébergement pour personnes âgées/handicapées	488
Travaux d'installation électrique, plomberie	48 811	Programmation, conseil et autres activités informatiques	369
Transports aériens de passagers	46 562	Hébergement médicalisé	369
Autres commerces de détail en magasin spécialisé	45 690	Autres activités d'enseignement	296
Activités hospitalières	32 600	Autres commerces de détail en magasin spécialisé	287
Activités de centres d'appels	31 829	Activités des sièges sociaux	282
Conseil de gestion	31 254	Activités hospitalières	248
Commerce de gros d'autres équipements industriels	30 207	Activités immobilières pour compte de tiers	227
Activités immobilières pour compte de tiers	29 683	Commerce de gros d'autres équipements industriels	204
Commerce de détail en magasin non spécialisé	29 328	Hébergement social pour personnes âgées/handicapées	201
Autres services personnels	27 723	Activités récréatives et de loisirs	201
Autres travaux de construction spécialisés	26 936	Travaux d'installation électrique, plomberie	196
Autres transports terrestres de voyageurs	26 255	Enseignement secondaire	193
Activité de sécurité privée	23 999	Commerce de détail alimentaire en magasin spécialisé	192
Hébergement social pour personnes âgées/handicapées	21 797	Autres transports terrestres de voyageurs	191
Entreposage et stockage	21 674	Entretien et réparation de véhicules automobiles	180
Intermédiation monétaire	21 566	Commerce de détail équipements information/communication	176
Activités de soutien aux entreprises	20 462	Travaux de finition	175

Source : Unedic

n'est surpassé, dans nos six aires urbaines comparables, que par Chambéry et Annecy. En 2006, l'aire urbaine de Pau est, des six, celle dans laquelle le poids des plus de 15 ans sans diplôme est, de loin le plus faible (13,4 % contre 19,5 % pour la moyenne nationale).

Durant la brève période de reprise macroéconomique de décembre 2009 à décembre 2011, c'est le dynamisme des secteurs productifs de l'aire urbaine paloise qui lui ont permis de faire partie du club très fermé des 13 métropoles gagnantes. Les quatre secteurs qui progressent alors le plus fortement sont les activités des centres d'appel, les activités de nettoyage

industriel, l'ingénierie et les études techniques et le nettoyage courant des bâtiments. En bref, des secteurs productifs (ou de support à la production) qui permettent de créer, finalement, entre 2007 et 2011, plus de 1 600 emplois offrant du travail aussi bien à des actifs très peu qualifiés que très qualifiés. Au même moment, dans l'aire urbaine de Bayonne, ce sont plutôt les emplois de l'économie résidentielle qui ont fait mieux que résister et qui expliquent sa progression (au même rythme que celle de l'aire urbaine de Pau) : hypermarchés, restauration, aide à domicile, services personnels.

5. Le paysage pyrénéen, un facteur crucial de développement plus encore qu'un « joli cadre »

Le dynamisme et la résistance aux chocs de l'aire urbaine de Pau sont liés, on l'a dit, à l'équilibre de ses fonctions économiques, à la fois productives, publiques et résidentielles. Elle le doit largement, en dépit de son sérieux enclavement du point de vue des transports (TGV et aérien), à la qualité de son site et de son environnement proche. Une étude récente de la DATAR⁽²⁾ a permis d'établir et de tester un modèle économétrique robuste de développement urbain dont le premier facteur est constitué par la qualité résidentielle de l'hinterland des villes⁽³⁾. La dynamique urbaine (indicateur synthétique combinant le solde migratoire, la variation de la population, de l'emploi et du revenu) des villes françaises est fonction de la qualité résidentielle (tourisme, attraction des retraités) de leurs environnements proches. Selon ces considérations, l'aire urbaine de Pau est gagnante et se situe dans la même catégorie que Perpignan, La Rochelle ou Annecy. **Située proche des montagnes et de la mer, l'aire urbaine de Pau attire aussi bien des actifs** (et particulièrement des actifs qualifiés comme on l'a vu plus haut) **que des retraités**. Et sa performance de dynamique urbaine est supérieure à celle attendue du modèle (comme celle de Bayonne et contrairement à celle de Tarbes). Un autre modèle, de « dynamique métropolitaine » qui associe attractivité de l'hinterland à la progression des « emplois métropolitains supérieurs » souligne la très bonne performance de l'aire de Pau plus encore que celle de Bayonne. L'aire urbaine paloise affiche la meilleure « dynamique métropolitaine » du Grand Sud-Ouest (Aquitaine, Midi-Pyrénées et Limousin) après Toulouse et Bordeaux.

“ **L'aire urbaine paloise affiche la meilleure « dynamique métropolitaine » du Grand Sud-Ouest (Aquitaine, Midi-Pyrénées et Limousin) après Toulouse et Bordeaux.** ”

La qualité résidentielle et le cadre de vie, constituent donc des éléments déterminants de l'attractivité pour les actifs, et particulièrement pour les actifs les plus qualifiés. Quelques chiffres signent l'attractivité touristique de l'environnement palois : 43 % des logements de la Vallée d'Ossau et 45 % de ceux de la Vallée d'Aspe sont des résidences secondaires. Et un tiers de ces résidences secondaires de la première et 40 % de la seconde sont possédées par des propriétaires vivant à moins de 100 km de leurs résidences secondaires. A cela s'ajoute un bonne couverture en hébergement marchand : avec

(2) Délégation interministérielle à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale

(3) Davezies L. & Talandier M. L'émergence de systèmes productivo-résidentiels. Documentation Française-Datar, 140 pages (à paraître en 2013)

1,5 chambres d'hôtels pour 100 habitants dans le département des Pyrénées-Atlantiques, 3 dans la Vallée d'Ossau et de 3,3 dans la vallée d'Aspe pour une moyenne de 0,9 en Province et de 2,1 dans l'aire urbaine de Bayonne. Si l'aire urbaine de Pau n'est pas spécialisée dans le tourisme (0,8 chambres d'hôtels pour 100 habitants), on peut penser pourtant qu'elle n'épuise pas son potentiel et bénéficie fortement, en termes d'attractivité, d'un environnement proche qui l'est.

Le rapport singulier de l'agglomération paloise à la « nature » constitue un atout précieux qui doit faire l'objet de politiques soigneuses. La montagne omniprésente dans le paysage, l'urbanisation très cantonnée au sud de la ville, les reliefs, la présence de l'eau vive y sont autant d'éléments enviables, valorisables mais fragiles. La plupart des métropoles françaises cherchent aujourd'hui, de façon plus ou moins artificielle, à renouer les liens avec la nature. Elles répondent à cette demande croissante des ménages par des actions paysagères, la promotion des circuits courts de produits agricoles, l'aménagement de cheminements verts. Une agglomération comme celle de Bordeaux, par exemple, a lancé récemment un grand programme de « 55 000 hectares pour la nature » alors que la « petite » aire urbaine de Pau dispose aujourd'hui de l'ordre de 83 000 hectares de terres cultivées ! Là encore, sont présents au sein du territoire palois les éléments d'un équilibre entre, d'une part, ville, minéralité, fonctions modernes et, d'autres part, paysages et fonctions d'une nature respectée, entretenue et exploitée.

Cette qualité résidentielle permet aussi des apports de revenus de pensions de retraite cruciaux permettant de doter le territoire de revenus résidentiels supplémentaires à forts effets multiplicateurs d'emplois et de revenus. Le solde migratoire des retraités de l'aire urbaine de Pau est positif (+1,3 % entre 1999 et 2006), et n'est surpassé que par celle de Lorient et Annecy, si on la compare aux six aires étudiées. Cela ne fait pas pour autant de la ville une spécialiste de l'accueil des retraités (comme c'est davantage le cas de l'aire de Bayonne et son solde migratoire de retraités de +4,3 %), mais cela lui permet et de retenir « ses » retraités les plus riches et d'en attirer d'autres. En 2006, 30 % des retraités vivant dans l'aire urbaine de Pau sont des anciens cadres et professions intermédiaires (contre 27 % dans celle de Bayonne et 24 % en France). La pension moyenne par retraité vivant dans l'aire urbaine de Pau est 12 % supérieure, en 2009, à celle du retraité moyen français et de 10 % seulement à Bayonne.

Dans l'aire urbaine de Pau les plus de 60 ans représentent 24,1 % de sa population 2006 contre 23,6 % en moyenne en Province. Pour 2 % de plus de retraités que la moyenne de Province, elle engrange 10 % de revenus supplémentaires ! Ces pensions représentent 800 millions d'euros en 2006.

6. Un secteur public raisonnablement représenté

La couverture en emplois publics a été, dans de nombreux territoires, une chance dans les décennies passées, leur permettant de compenser les pertes d'emplois productives qu'ils subissaient. Avec la crise de la dette publique qui commence, leur forte dépendance aux budgets publics devient, en revanche, une vulnérabilité, « *le médicament devenant le poison...* ». À cet égard, l'aire urbaine paloise est plutôt protégée par sa « normalité » : en 2009, seules deux des six aires urbaines comparées ont moins d'emplois non marchands pour 100 habitants que l'aire urbaine de PAU. En termes de poids des emplois de la fonction public dans l'emploi salarié, en 2006, seule une des aires urbaines de comparaison en a moins que celle de PAU. Avec 25,6 %, alors que l'aire urbaine paloise est dotée de fonctions départementales, elle n'est qu'à peine au-dessus des 25,1 % de la moyenne de Province.

Durant la période 2006-2009 comprenant la crise 2008-2009, les emplois marchands de l'aire urbaine paloise ont progressé en plus grand nombre (+ 1 290) que les emplois non marchands (+ 903), ce qui est très différent de ce que l'on observe en moyenne en France (avec + 191 500 emplois marchands pour + 304 000 emplois non marchands). Si les années qui viennent voient s'infléchir la dynamique et la présence d'emplois publics et plus généralement non marchands en France, l'impact sur le développement local sera plutôt moins fort sur l'économie paloise.

Concernant l'emploi public local, sur les six aires urbaines étudiées, seulement deux (et à peine) ont une couverture inférieure à celle de l'aire urbaine de Pau. Plus généralement, la présence d'emplois de la fonction publique territoriale est beaucoup plus forte dans tous les départements du Sud de la France que dans ceux du Nord, de l'Italie à l'Atlantique... Sauf dans les Pyrénées-Atlantiques où le taux de couverture est proche de la moyenne nationale. Dans le contexte à venir, il est probable qu'une moindre dépendance de l'économie locale au secteur public constitue sinon un atout, une vulnérabilité plus faible.

7. Une forte amélioration du niveau de vie des habitants de l'aire urbaine paloise

Tous les éléments présentés aboutissent à ce que le revenu par habitant dans l'aire urbaine connaît une forte progression. Comparée aux six autres aires urbaines, il n'y a que dans celle de Lorient dans laquelle le revenu par habitant ait progressé plus rapidement entre 1990 et 2009. Dans les cinq autres, le rythme de progression du revenu a été inférieur à celui

de la Province. Dans l'aire de Pau, il a été supérieur. Et cette progression doit plus à l'augmentation des revenus du travail qu'à celle des pensions de retraites, même si l'aire urbaine de Pau bénéficie toujours aujourd'hui de plus d'euros par habitant de pension de retraite que cinq des six aires urbaines comparées (dans la plupart des départements français, le poids des pensions de retraite dans les revenus a progressé beaucoup plus rapidement que dans les Pyrénées-Atlantiques).

Le dynamisme économique du territoire qui permet d'assurer de l'emploi à une population active en forte progression a permis, on l'a vu, de mieux contrôler le chômage qu'ailleurs en France. Un des facteurs majeurs de différenciation des taux de chômage des territoires tient à la plus ou moins forte présence de populations immigrées. En règle générale, le taux de chômage des immigrés est le double de celui des non immigrés (pour des raisons de structure de qualification mais aussi de discrimination sur les marchés de l'emploi). C'est la raison pour laquelle les territoires urbains français ayant beaucoup d'immigrés enregistrent des taux globaux de chômage et de pauvreté élevés. De ce point de vue, l'aire urbaine de Pau se situe dans la moyenne nationale, avec 7,7 % de la population de plus de 15 ans immigrée, en 2006 (contre 7,1 % pour la moyenne de Province et 9,6 % en France).

Ce n'est donc pas du côté de la faiblesse du nombre d'immigrés que l'on peut expliquer le relatif succès du territoire palois dans le contrôle du chômage. Au contraire, avec un taux de 9 % en 2006, le chômage des immigrés de l'aire urbaine paloise est bien inférieur à celui de la moyenne de Province (11 %). Le territoire serait donc davantage intégrateur.

Finalement, la pauvreté affecte moins l'aire urbaine paloise que la moyenne nationale (ou de Province). Avec, en 2011, 15,2 % des allocataires CAF disposant du RSA⁽⁴⁾, contre 17 % au niveau national (idem Province), l'aire urbaine paloise fait mieux que l'aire urbaine de Limoges, mais plutôt moins bien que les cinq autres aires urbaines comparables (et notamment l'aire d'Annecy, qui n'en compte que 8,4 % !). Le territoire est affecté, également de problèmes urbains, avec 8 % de sa population vivant sur des territoires inscrits en ZUS⁽⁵⁾ ce qui est moins que dans les aires de Besançon et Chambéry, mais plus que dans les trois autres aires urbaines comparées.

Du point de vue des revenus des collectivités locales, l'aire urbaine paloise se situe, une fois encore, dans la moyenne, avec un « potentiel financier », en 2010, en euro par habitant, de 98 % de la moyenne de Province (plus que dans les aires de Limoges, Poitiers, Lorient et Besançon, mais moins que dans celles de Chambéry et Annecy).

(4) Revenu de Solidarité Active

(5) Zone Urbaine Sensible

PARTIE 2 UNE AIRE URBAINE PALOISE DYNAMIQUE DANS UN ENVIRONNEMENT RÉGIONAL SOUVENT PERTURBÉ

L'analyse des 10 aires urbaines environnant celle de Pau rend compte d'une forte différenciation de leurs dynamiques. Il s'agit des AU de Bayonne, Tarbes, Mont-de-Marsan, Dax, Oloron-Sainte-Marie, Lourdes, Mourenx, Bagnères-de-Bigorre, Orthez et Lannemezan.

Ainsi se détachent actuellement deux grandes aires urbaines : Bayonne et Pau, la plupart des autres connaissant actuellement des difficultés.

1. Des dynamiques démographiques différentes

Entre 1975 et 2009, ne progressent significativement, outre l'aire urbaine de Pau, que celles de Bayonne, de Mont de Marsan et de Dax. Les 7 autres sont au mieux très ralenties (Tarbes, Oloron et Orthez) ou perdent de la population (Lourdes, Mourenx, Bagnères-de-Bigorre et Lannemezan). On note là un effet taille frappant : la variation en taux des populations de ces aires urbaines est corrélée à leur taille : l'idée du « *big is beautiful* » qui accompagne l'actuelle « mode des métropoles » n'est pas sans fondement dans les faits ainsi relevés.

Du point de vue du solde naturel, marqueur de la jeunesse de la population et du moteur démographique, la situation est encore plus tendue : sur les onze aires urbaines, il n'y a que celles de Pau et de Mont de Marsan qui aient, entre 1999 et 2006, un solde naturel (+2 % et +2,4 %) supérieur à celui de la Province. Il est très faible dans celle de Tarbes (+0,6 %) et négatif dans toutes les autres. La plupart de ces aires urbaines « se rattrapent » avec des taux migratoires très positifs (à l'exception de l'aire de Mourenx où il reste négatif et de Tarbes où il est faible).

Tout cela se traduit, finalement, par un vieillissement global de la population de ces territoires. Les moins de 20 ans représentent 26 % de la population française (25,7 % de celle de Province). A part l'aire de Mont de Marsan, aucune des 10 autres aires urbaines ne parvient à ce taux. L'aire de Pau est la seule à s'en rapprocher avec 25 %. Les autres sont en dessous (Mourenx et Dax) ou très en-dessous (Lannemezan et Lourdes étant les dernières avec 18 % et 19,5 %).

Indicateurs clés des aires urbaines de l'environnement palois

	Pau	Bayonne	Tarbes	Mont-de-Marsan	Dax	Oloron-Ste-Marie	Lourdes	Mourenx	Orthez
Population 2009	238 675	277 778	115 857	68 475	63 304	23 324	22 142	15 751	12 842
Variation population 1975-2009	28,0%	39,3%	6,4%	30,9%	37,9%	4,2%	-3,4%	-9,6%	2,6%
Variation population 2006-2009	1,6%	3,0%	0,7%	4,2%	4,2%	1,5%	0,5%	-0,9%	2,9%
Varations emplois 1990-2009	25,5%	33,0%	8,0%	29,5%	26,7%	13,4%	-3,6%	14,2%	16,9%
Varations emplois 2006-2009	3,4%	4,2%	-0,1%	6,5%	2,4%	1,2%	-1,7%	3,8%	-2,4%
Variation emplois marchands 2006 2009	1 290	2 024	-102	823	215	47	-36	-239	53
Variation emplois non marchands 2006 2009	903	1 636	273	722	195	145	43	-14	55
Part emplois salariés - Appareil Productif 2006	32,7%	29,0%	29,1%	21,6%	22,5%	27,4%	20,5%	46,2%	22,9%
Part emplois salariés - Économie Résidentielle 2006	41,7%	49,7%	43,8%	36,8%	50,0%	48,3%	54,6%	31,0%	46,8%
Part emplois salariés - Fonction Publique 2006	25,6%	21,2%	27,2%	41,6%	27,5%	24,3%	24,9%	22,7%	30,3%
Revenu par habitant 2009 (en indice, Province=100)	107	114	101	100	103	101	99	89	105
Potentiel financier* par habitant 2010 (en indice, Province=100)	98	109	84	86	91	100	132	158	100
Surface agricole utilisée 2010 (ha)	83 128	43 677	33 278	23 485	16 950	12 621	5 904	6 354	3 352

Source : INSEE, DGFIP et AGRESTE

* Potentiel financier = potentiel fiscal (produit des taxes foncières) + produit de la dotation globale de fonctionnement (DGF)

2. Des dynamiques pour l'emploi variées

Avec celle de Pau, seules les aires urbaines de Bayonne, Mont de Marsan et Dax ont depuis 1990 des variations intercensitaires supérieures à la moyenne nationale. Les autres sont ralenties ou en chroniquement en recule comme dans celles de Lourdes ou de Lannemezan.

Sur la période 2006-2009, les quatre mêmes aires urbaines dynamiques s'en sortent mieux que la moyenne nationale. L'aire de Mourenx connaît également un sursaut, mais le choc fait reculer l'emploi dans celles de Tarbes, de Lourdes, d'Orthez et de Lannemezan.

Du point de vue des seuls emplois salariés privés, le choc de décembre 2007 à décembre 2009 est beaucoup plus rude. A part les aires de Mont de Marsan et de Lourdes dans lesquelles l'emploi salarié privé continue à progresser pendant la crise, quatre enregistrent un recul plus faible qu'au niveau national (Pau, Bayonne, Tarbes et Mourenx) et les cinq autres perdent

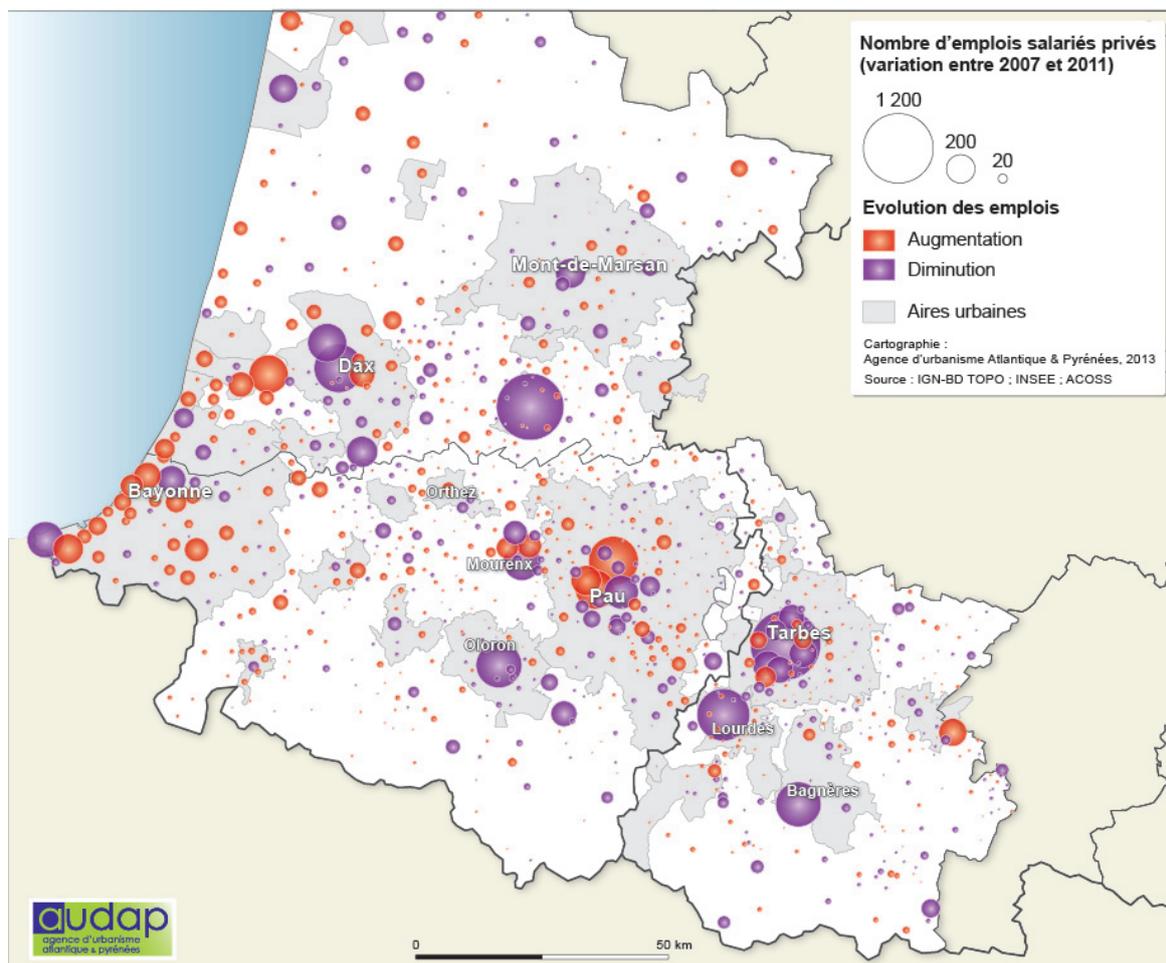
entre 4,6 % et 8,6 % de leurs emplois salariés en deux ans : Dax, Oloron, Bagnères, Orthez et Lannemezan.

Ces différences de sensibilité conjoncturelle et de dynamisme structurel ne s'expliquent pas simplement par les spécialisations fonctionnelles de ces aires urbaines, qui seraient pénalisées par leur part d'activités productives malmenées par la crise : leur engagement dans les fonctions productives en compétition est, sauf dans le cas de l'aire de Mourenx, plus faible que dans celle de Pau.

Avec, comme on l'a vu, 32,7 % de ses salariés travaillant dans le secteur productif, l'aire Pau fait mieux que celle de Tarbes (29,1 %) et de Bayonne (29 %). En revanche, la part de leur emploi travaillant dans « l'économie résidentielle » explique mieux les protections et les moteurs des aires voisines qui « marchent » le mieux : celles de **Bayonne, Dax et Lourdes disposent ainsi de 50 % ou plus de leur emploi salarié dans ce secteur protecteur**. L'aire de Pau, on l'a vu, n'étant qu'à 42 %.

L'aire de Mont de Marsan, dont on a pu observer le dynamisme

Évolution des emplois salariés privés par commune entre 2007 et 2011



Décomposition des revenus des aires urbaines de l'environnement palois (en %)

	Pau	Bayonne	Tarbes	Mont-de-Marsan	Dax	Oloron-Ste-Marie	Lourdes	Mourenx	Orthez	Moy. AU françaises
Salaires base productive privée	13,6%	9,4%	8,1%	7,9%	6,4%	12,6%	3,9%	10,4%	6,0%	14,1%
Bénéfices agricoles	0,6%	0,2%	0,4%	0,8%	0,6%	0,7%	0,2%	0,8%	0,3%	0,4%
Bénéfices industriels et commerciaux	0,3%	0,6%	0,4%	0,3%	0,5%	0,6%	0,4%	0,3%	0,3%	0,4%
Bénéfices non commerciaux	0,4%	0,4%	0,2%	0,1%	0,2%	0,3%	0,3%	0,0%	0,1%	0,3%
Revenu des capitaux mobiliers	1,0%	1,1%	0,6%	0,9%	0,9%	0,7%	0,4%	0,6%	0,8%	0,8%
Revenus fonciers	1,4%	1,5%	1,2%	1,2%	1,2%	1,2%	0,6%	0,8%	1,1%	1,2%
Total base productive privée	17,4%	13,3%	10,9%	11,3%	9,8%	16,0%	5,6%	12,8%	8,6%	17,2%
Salaires des migrants-alternants	7,3%	4,3%	9,7%	9,5%	10,2%	12,8%	5,2%	24,5%	17,5%	10,9%
Retraites	27,9%	26,0%	29,1%	25,7%	25,2%	27,0%	11,7%	26,9%	28,8%	25,0%
Dépenses touristiques totales	11,9%	26,9%	15,5%	14,4%	23,4%	12,5%	62,5%	9,7%	10,4%	11,3%
... en hôtels et campings	2,2%	8,2%	1,3%	1,3%	7,8%	2,6%	55,8%	0,9%	1,5%	2,8%
... en Résid. Secondaire et location	2,0%	12,0%	1,7%	1,4%	5,5%	2,7%	1,6%	1,5%	1,9%	2,8%
... chez famille et amis	7,7%	6,7%	12,5%	11,7%	10,2%	7,2%	5,2%	7,3%	7,0%	5,7%
Total base résidentielle	47,1%	57,1%	54,3%	49,5%	58,9%	52,3%	79,5%	61,1%	56,7%	47,1%
Base publique territoriale	3,6%	2,3%	3,4%	5,6%	2,1%	1,7%	0,6%	2,1%	1,5%	3,2%
Base publique d'Etat	5,9%	3,4%	5,3%	7,3%	3,1%	3,7%	1,1%	1,8%	3,4%	5,5%
Base publique hospitalière	1,8%	1,8%	2,6%	5,0%	3,2%	1,9%	1,5%	0,0%	2,0%	2,9%
Total base publique	11,3%	7,6%	11,3%	17,9%	8,5%	7,2%	3,2%	3,9%	6,9%	11,6%
Allocations ASSEDIC	3,4%	2,8%	3,2%	2,6%	2,8%	3,1%	1,8%	3,5%	2,8%	3,4%
Indemnités Journ. maladie / maternité	1,1%	0,9%	1,0%	1,0%	0,8%	0,9%	0,5%	0,9%	0,9%	1,3%
RMI	0,6%	0,5%	0,7%	0,6%	0,5%	0,4%	0,2%	0,6%	0,4%	0,6%
Minimum vieillesse et invalidité	0,3%	0,3%	0,4%	0,3%	0,3%	0,3%	0,2%	0,3%	0,3%	0,2%
Alloc. aux adultes handicapés	0,8%	0,5%	0,9%	0,8%	0,5%	0,9%	0,5%	0,6%	0,9%	0,7%
Prestations fam. et alloc. logts	4,2%	3,7%	4,1%	3,5%	3,3%	4,5%	2,1%	4,6%	4,0%	4,7%
Aides des dépts aux pers. âgées (APA)	0,5%	0,5%	0,9%	0,6%	0,6%	0,7%	0,4%	0,5%	0,6%	0,6%
Aides des dépts aux pers. handi. (APH)	0,3%	0,2%	0,3%	0,3%	0,2%	0,2%	0,1%	0,3%	0,2%	0,3%
Aides des dépts à l'enfance (APE)	0,5%	0,4%	0,4%	0,5%	0,4%	0,4%	0,2%	0,4%	0,4%	0,4%
Pratiques médicales	3,5%	3,8%	4,1%	3,8%	4,7%	3,2%	2,1%	3,0%	5,1%	4,0%
Actes auxiliaires	0,8%	0,9%	0,8%	0,5%	0,6%	0,8%	0,4%	0,6%	0,7%	0,7%
Actes biolo. et prélèvements	0,6%	0,5%	0,7%	0,9%	0,7%	0,5%	0,3%	0,6%	1,7%	0,7%
Pharmacie	3,0%	3,1%	3,2%	2,9%	2,8%	4,0%	1,6%	3,5%	4,4%	3,3%
Autres biens médicaux	1,5%	1,2%	1,0%	1,4%	3,0%	1,6%	0,7%	0,3%	2,3%	1,4%
Cliniques privées (dép. des locaux)	2,6%	2,1%	1,5%	1,4%	1,3%	2,6%	0,6%	2,6%	2,4%	1,6%
Cliniques privées (dép. importées)	0,3%	0,6%	0,3%	0,1%	0,3%	0,3%	0,0%	0,0%	0,7%	0,3%
Total base sanitaire et sociale	24,1%	22,0%	23,5%	21,3%	22,8%	24,5%	11,7%	22,1%	27,7%	24,1%
dont médical	12,4%	12,3%	11,6%	11,1%	13,4%	13,0%	5,7%	10,5%	17,3%	11,9%
dont social	11,7%	9,8%	11,8%	10,1%	9,4%	11,5%	6,0%	11,5%	10,4%	12,2%
Total revenus basiques	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : l'OEIL

* Potentiel financier = potentiel fiscal (produit des taxes foncières) + produit de la dotation globale de fonctionnement (DGF)

des années passées **dépend fortement** des activités publiques, avec 42 % de son emploi salarié (contre 25,6 % dans l'aire de Pau).

La question pour l'avenir est de savoir si cette spécialisation publique ne se transformera pas en handicap dans un contexte d'inflexion des budgets publics. La même question se pose pour les **aires d'Orthez, de Bagnères et de Lannemezan, qui sont aussi fortement dépendantes de ces emplois publics.**

La forte progression actuelle du chômage a affecté plus brutalement ces aires urbaines dont le taux, en 2009, est, à l'exception de l'aire urbaine de Mont de Marsan, partout supérieur à celui enregistré dans l'aire urbaine paloise. En termes de situation relative par rapport aux autres zones d'emploi françaises, seules les zones de Pau et secondairement de Bayonne enregistrent une nette amélioration de leur position entre 2003 et 2010. Les zones de Mont de Marsan et Oloron enregistrent une légère amélioration, celles de Tarbes-Lourdes et Dax, une détérioration.

3. Des situations de pauvreté contrastées

Six de ces aires urbaines enregistrant des taux élevés de titulaires de RSA dans leurs allocataires CAF : Tarbes, Mont de Marsan, Dax, Bagnères, Orthez et Lannemezan. Le revenu par habitant, en indice (par rapport à la moyenne de Province), dont on a vu qu'il avait progressé entre 1990 et 2009 dans l'aire de Pau, stagne ou recule, et parfois sévèrement (Orthez, Lannemezan, Lourdes) dans sept des aires urbaines. Il ne progresse, fortement, que dans l'aire urbaine de Bayonne, et plus modestement dans celles d'Oloron et de Bagnères.

4. Les relations entre l'aire de Pau et les dix autres aires urbaines

- **Une part importante de nouveaux habitants viennent du Sud-Ouest**

L'aire urbaine de Pau dispose d'une attractivité qui lui procure un solde migratoire positif. Les populations qui viennent s'y installer arrivent de l'ensemble du pays. 4 300 personnes, soit 13,5 % des arrivants, sont venus d'Île de France entre 1999 et 2006. Mais une part importante de ces arrivants vient du Sud-Ouest : 2 600 des territoires ruraux des Pyrénées-Atlantiques (8,2 % des arrivants), 2 400 de la Gironde, 1 900 de l'aire urbaine de Bayonne (6 %), 1 900 de la Haute-Garonne (6 %), etc.

- **De nombreux migrants viennent des aires urbaines voisines**

1 200 personnes viennent de l'aire urbaine de Tarbes (4 %), 650 d'Oloron, 600 de Mourenx, 550 de Mont de Marsan. De façon générale, les apports de populations, en fonction de la taille des aires de départ, sont plutôt plus importants qu'attendus dans l'aire urbaine de Tarbes, Oloron et Mourenx et moins importants dans celles de Lourdes, Dax et Mont de Marsan. En bref, les apports sont relativement plus importants en provenance des aires urbaines plus pénalisées.

- **Le dynamisme de certaines aires urbaines est une opportunité collective**

Dans les années passées comme dans celles à venir, le dynamisme palois, ainsi que celui des deux ou trois autres aires urbaines dynamiques de la région, constitue une opportunité aux yeux de très nombreux actifs de la région, et particulièrement de ceux qui vivent dans les territoires les plus pénalisés.

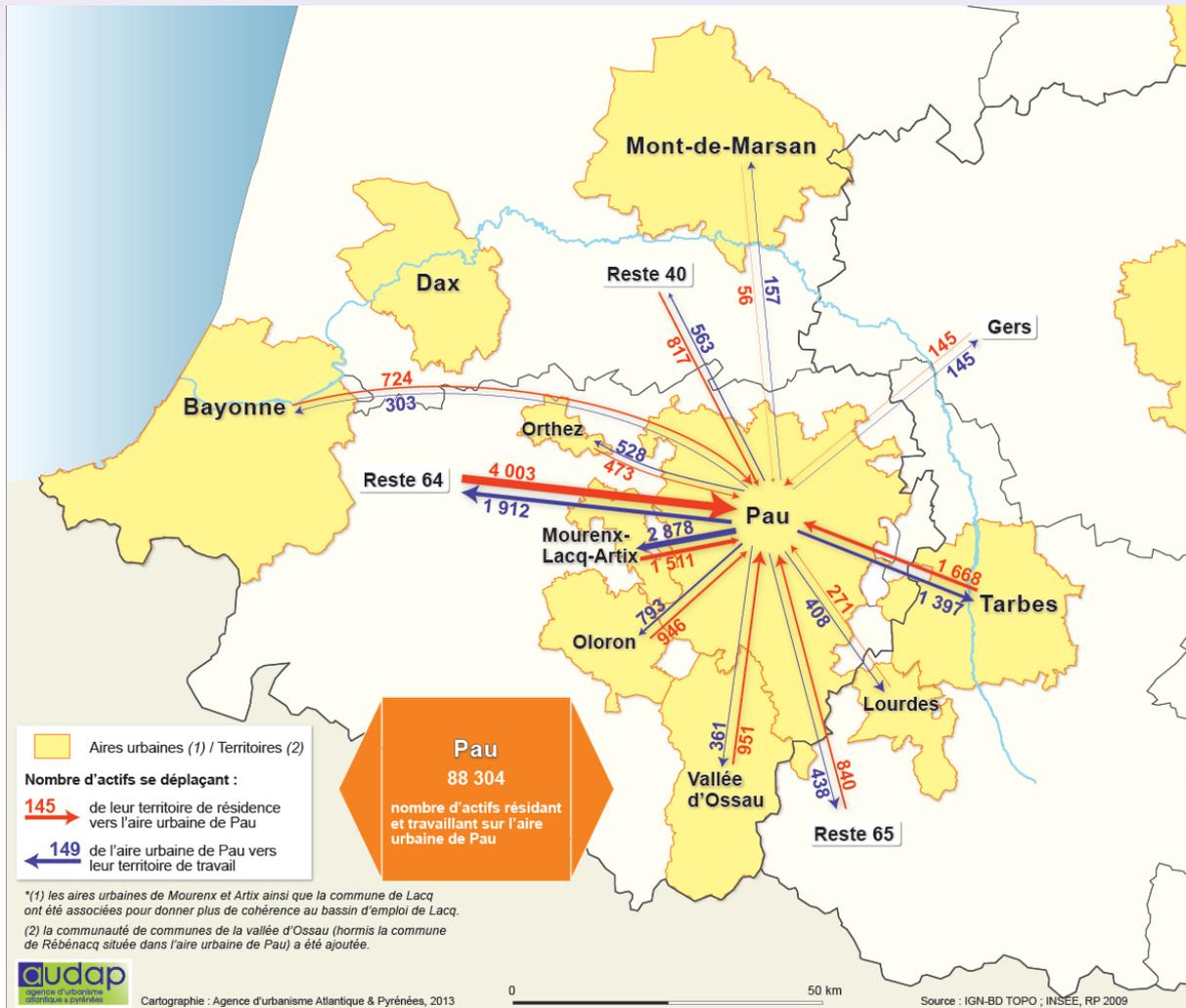
- **Les échanges sont nombreux entre les aires urbaines**

De la même façon, les navettes domicile-travail entre les aires urbaines permettent à des actifs de la région d'avoir un emploi dans l'aire urbaine paloise sans pour autant déménager de l'aire urbaine dans laquelle ils vivent. C'est le cas des actifs de l'aire tarbaise qui sont 1 500 à venir travailler dans l'aire urbaine paloise, en 2006, ou des 1 500, également en provenance de l'aire de Mourenx, des 850 venus de l'aire d'Oloron.

Au total, ce sont 13 000 actifs qui viennent tous les matins travailler dans l'aire urbaine paloise. Ils occupent 13 % des emplois. Pour autant, il y a presque autant d'actifs de l'aire urbaine paloise, soit 12 000, qui en sortent pour aller travailler ailleurs soit 12 % des actifs. La carte des navettes domicile-travail (cf carte p.17) rend ainsi compte de la forte intégration des marchés de l'emploi au sud de l'Aquitaine. Ces mouvements au sein de la zone d'emploi sont donc très significatifs.

Le mécanisme est inverse du côté des cadres : 2 100 viennent travailler dans l'aire urbaine paloise. Ils occupent 14,5 % des emplois de cadres. 2 700 cadres de l'aire urbaine paloise soit 18 % des cadres qui y habitent vont travailler à l'extérieur. On voit, à ces chiffres, une autre fonction importante de l'aire urbaine paloise dans son environnement régional : **elle constitue une base résidentielle pour les familles de cadres employés dans des petites villes de la région.** Dès lors on peut s'interroger sur cette mobilité spécifique : **Oloron, Orthez, Mourenx ou d'autres territoires béarnais emploieraient-ils les cadres dont ont besoin leurs entreprises s'il n'y avait pas l'aire urbaine de Pau ?**

Navettes domicile-travail en 2009



Principaux flux domicile-travail de cadres des aires urbaines en 2009

	Nombre de cadres venant travailler sur l'aire urbaine de Pau et résidant dans l'aire urbaine de...	Nombre de cadres résidant dans l'aire urbaine de Pau et travaillant dans l'aire urbaine de...
Tarbes	336	288
Bayonne	213	70
Oloron	112	187
Lourdes	27	58
Orthez	86	122
Mourenx - Lacq - Artix	246	629

Source : INSEE, RP 2009

PARTIE 3 QUELLE ORGANISATION, COMPLÉMENTARITÉS ET SOLIDARITÉS AU SEIN DE LA ZEM ?

La Zone d'Étude Métropolitaine est un périmètre conventionnel qui vise à saisir le territoire vécu dans lequel se situe l'aire urbaine paloise. Elle regroupe des territoires et, plus encore, des populations aux destins liés. L'analyse a distingué 24 territoires qui constituent la ZEM retenue dans laquelle vivent 500 000 habitants (cf. carte p.4).

Globalement, la ZEM se porte plutôt moins bien que l'aire urbaine paloise, tant sur les plans démographiques, économiques que sociaux. Comparé aux données paloises, le solde naturel global reste à peine positif, mais le solde migratoire est supérieur à celui de l'aire urbaine paloise, la part des moins de 20 ans est plus importante, la part des plus de 60 ans plus importantes... pour autant, la variation de l'emploi, depuis 1990 a été comparable à celle de la Province, l'emploi salarié privé y progresse également au même rythme que celui de la Province et le choc de 2008-2009 a été mieux amorti qu'en Province (ou en France).

La répartition de l'emploi salarié entre les fonctions productives (32,6%), résidentielles (42,5%) et publiques (24,9%) y est équilibrée et à peine différente de celle que l'on trouve dans la seule aire urbaine de Pau.

Globalement, en structure fonctionnelle, la ZEM a beaucoup de traits communs avec l'aire urbaine paloise. Même si le niveau moyen de revenu est plus faible dans la ZEM que dans l'aire urbaine paloise, il a comme elle, enregistré une progression 1990-2009 plus rapide que celui de la Province. Les poids respectifs des revenus du travail, des retraites et des prestations sociales sont presque identiques dans la ZEM et dans l'aire urbaine paloise. Une différence importante tient pourtant au fait que la ZEM bénéficie de dépenses touristiques (2 700 euros par habitants en 2006) plus importantes que l'aire urbaine paloise (1 500 euros).

Pourtant, si l'on détaille le diagnostic à l'échelle des 24 territoires, de fortes différences apparaissent.

Indicateurs clés de l'infra aire urbaine paloise

	Aire urbaine Pau	Grand Pau + Vallées d'Aspe et d'Ossau + Pays de Nay	Cœur de Pays du Grand Pau	CA Pau Pyrénées	Ville de Pau
Population 2009	238 675	256 439	138 720	146 831	82 763
Variation population 1975-2009	28,0%	25,3%	11,5%	13,7%	-0,9%
Variation population 2006-2009	1,6%	1,5%	-0,6%	-0,3%	-1,4%
Varations emplois 1990-2009	25,5%	23,8%	23,4%	23,9%	17,8%
Varations emplois 2006-2009	3,4%	3,0%	1,3%	1,4%	1,0%
Variation emplois marchands 2006 2009	1 290	1 535	-224	-87	-529
Variation emplois non marchande 2006 2009	903	851	13	67	-319
Part emplois salariés - Appareil Productif 2006	32,7%	32,6%	27,8%	27,8%	21,2%
Part emplois salariés - Economie Résidentielle 2006	41,7%	42,0%	44,0%	44,3%	42,7%
Part emplois salariés - Fonction Publique 2006	25,6%	25,4%	28,2%	28,0%	36,1%
Revenu par habitant 2009 (en indice, Province=100)	107	106	108	109	99
Potentiel financier* par habitant 2010 (en indice, Province=100)	98	98	117	114	110
Surface agricole utilisée 2010 (ha)	83 128	103 383	2 266	6 366	406

Source : INSEE, DGFIP et AGRESTE

* Potentiel financier = potentiel fiscal (produit des taxes foncières) + produit de la dotation globale de fonctionnement (DGF)

1. Trois grands territoires aux dynamiques et aux rôles contrastés : Communauté d'Agglomération de Pau Pyrénées, reste du SCoT et reste de la ZEM

La démarcation la plus importante qui apparaît distingue nettement les territoires de la ZEM (sauf, généralement celui de la CA de PAU) appartenant au SCoT du Grand Pau, des autres. Sur le plan démographique, la dynamique la plus positive se situe dans sept CC au sein du SCoT (mais pas la CA de Pau et la CC du Canton de Garlin qui sont très ralenties).

Hors du SCoT, les 14 autres territoires sont en panne démographique, à l'exception de la CC du Canton de Nay et, globalement, des communes isolées au sein de l'aire urbaine de Pau). Globalement, quand la ZEM a une progression de 60 000 habitants entre 1975 et 2009, le SCoT du Grand Pau (qui regroupe 44 % de la population de la ZEM en 2009) y contribue pour 49 000 (soit 82 % de l'augmentation...).

Cette même démarcation sépare les territoires qui ont un solde naturel positif (in SCoT) ou négatif (hors SCoT, à l'exception, on l'a vu de l'aire tarbaise, à peine positive). Idem pour les soldes migratoires (à l'exception notable de la CC du Pays de Nay, hors SCoT). Même chose encore pour la part des moins de 20 ans dans la population. A l'inverse, les territoires hors SCoT sont pratiquement tous marqués par un fort vieillissement qui fait que le poids des pensions de retraites y est beaucoup plus important que dans les territoires du SCoT (à l'exception de la CA de Pau et dans une moindre mesure de la CC Gave et Coteaux).

On retrouve le même découpage pour la variation de l'emploi... à quelques différences près : la CA de Pau connaît une variation significative de son nombre d'emplois entre 1990 et 2006, moins nettement entre 2006 et 2009. L'aire urbaine d'Orthez et la CC de la Vallée d'Aspe ont connu une forte progression 1990-2006 de leur emploi (mais un choc important entre 2006 et 2009).

Le taux de chômage 2009 différencie de la même manière les territoires du SCoT (à l'exception de la CA de Pau), plus protégés, de ceux du reste de la ZEM. Idem pour la part des plus de 15 ans sans diplômes ou la part des cadres dans les actifs (indicateur pour lequel la CA de Pau est, pour une fois, très bien placée).

L'écart entre la dynamique démographique et celle de l'emploi a fait que la CA de Pau a vu son ratio emplois/actifs occupés s'accroître fortement, passant de 116 % en 1990 à 127 % en 2009. Le même genre de ratio calculé pour les autres territoires

permet de distinguer un autre pôle d'emploi au sein du SCoT, la CC de Luy du Béarn, dont le ratio passe de 133 % à 135 %. À l'extérieur du SCoT, dans le reste de la ZEM, l'AU de Tarbes passe de 100 % à 102 %, celle de Lourdes de 112 % à 121 %, celle d'Orthez de 107 % à 124 %, et la CC de la Vallée d'Aspe de 89 % à 113 %.

Parmi les territoires les plus dépendants d'emplois extérieurs, on retrouve les 6 CC du SCoT du Grand Pau dont le ratio a partout diminué pour tourner autour de 50 % en 2009.

2. Une forte progression du revenu des ménages de la ZEM associée à une réduction des inégalités entre les 24 territoires...

En termes de revenus des ménages, ce sont les territoires du SCoT qui ont les niveaux les plus élevés par habitant en 2009 (et c'est dans les territoires hors SCoT que l'on trouve, comme dans la CA de Pau, la plus forte densité de titulaires du RSA). Pour autant, 16 des 24 territoires de la ZEM ont vu leur revenu par habitant progresser plus rapidement que la moyenne de Province (ce qui explique que la ZEM, comme l'aire urbaine paloise, on l'a dit, a vu son revenu progresser plus rapidement que la moyenne nationale).

Les habitants de la CA de Pau ne sont pas, en moyenne, les plus riches de ceux des 24 territoires : dans 4 des CC du SCoT, les habitants sont plus riches (et se sont rapidement enrichis dans les vingt années passées) : ce sont celles de Morlaàs, Luy du Béarn, Miey de Béarn, Gave et Coteaux.

Finalement, on assiste à une convergence marquée des revenus par habitant entre les 24 territoires : le coefficient de variation des revenus par habitants passe de 0,15 en 1990 à 0,1 en 2009, soit une réduction de 30 % des inégalités territoriales de revenu par habitant entre les 24 territoires. En bref, en dépit des différences fortes de dynamique et dans un contexte global favorable de la ZEM (relativement au reste de la France), on observe un très net mécanisme de cohésion territoriale entre ses territoires.

Mais derrière cette progression arithmétique de la cohésion, on voit aussi se dessiner une profonde et double dualisation : d'une part au sein du SCoT entre la CA de Pau (et plus encore de la commune⁽⁶⁾) et les autres territoires du SCoT et d'autre part, entre les territoires du SCoT et le reste de la ZEM.

(6) Le destin de la commune-centre de Pau n'est pas singulier : dans la plupart des agglomérations de taille comparable en France, on assiste au même mécanisme, « à l'américaine » avec un étalement de la population et de l'emploi vers la périphérie au détriment de la dynamique de la commune-centre. Et à cet égard, la commune de Pau s'en sort beaucoup mieux que beaucoup d'autres : comparée aux 25 communes-centre d'aires urbaines de taille comparable en France, que ce soit en termes de dynamique démographique ou de l'emploi dans les dix dernières années, la commune de Pau se situe entre la 3^{ème} et la 5^{ème} place...

3. Mais certains territoires plutôt « gagnants » et d'autres plutôt « perdants »...

Au vu de l'évolution des revenus des habitants des 24 territoires, on peut penser que de façon générale, presque tous les territoires de la ZEM sont gagnants au jeu de son développement. Pourtant, il y en a de plus gagnants que d'autres. **Les grands gagnants sont les EPCI périphériques de Pau au sein du SCOT. Les moins gagnants sont d'une part la CA de Pau et d'autre part les autres territoires de la ZEM, extérieurs au SCoT.**

Pourtant, leurs statuts sont très différents : la CA de Pau constitue une ressource croissante, en termes d'emplois et de services pour l'ensemble de la ZEM et particulièrement pour les territoires extérieurs au SCoT. Si 11 000 de ses actifs vont travailler à l'extérieur de la CA, se sont 26 600 actifs de l'extérieur de la CA qui viennent y travailler. Parmi ces 26 600 actifs employés dans la CA de Pau, ils sont plus nombreux (13 700) à venir de l'extérieur du SCoT que de l'intérieur (12 900).

Le déséquilibre entre la CA de Pau et ces territoires extérieurs au SCoT n'est que peu le fait de l'aire urbaine de Tarbes, avec laquelle les échanges sont modestes, au vu du poids démographique des deux villes, et assez équilibrés : 925 actifs de l'aire tarbaise viennent travailler dans la CA de Pau alors que 735 des actifs de cette dernière vont travailler dans l'aire tarbaise. Le rôle de l'aire lourdaise dans l'emploi des actifs tarbais est autrement plus important (avec 1 700 tarbais qui y sont employés pour 1 000 lourdais employés dans l'aire tarbaise).

Les écarts les plus importants, du point de vue de la CA de Pau, avec des territoires hors SCoT sont le fait de territoires plus proches, qui envoient beaucoup d'actifs dans la CA (plus encore que dans le reste du SCoT du Grand Pau) sans employer beaucoup de Palois, notamment la CC du Pays de Nay, les communes isolées de l'aire urbaine de Pau, la CC de la Vallée d'Ossau et l'aire urbaine de Mourenx. Globalement 6 400 actifs de ces territoires vont travailler dans la CA de Pau alors que seulement 2 600 palois vont y travailler.

VERS DES SOLIDARITÉS À STRUCTURER ?

Un système de solidarité général se dessine au sein de la ZEM et plus généralement de l'ensemble Béarn-Bigorre qui partage de nombreuses caractéristiques communes : un équilibre des fonctions économiques avec un système industriel souvent contrarié mais qui reste vivant (aussi bien dans la zone paloise que dans des territoires comme Oloron, Orthez, Tarbes ou même Lourdes), une économie résidentielle abondée par des apports de retraités et de touristes, une économie publique présente sans « excès », un paysage, un environnement et un cadre de vie qui constituent enfin des moteurs de croissance collectifs.

Le pôle dynamique de l'aire urbaine paloise, poussé par des moteurs aussi bien productifs que résidentiels, constitue **une ressource importante pour l'ensemble de ces territoires** qui permettent de conforter le développement des petites villes et des villages ruraux (services urbains publics et privés, activités de support aux entreprises, logement des cadres et de leurs familles...), par les emplois qui s'y développent et qui permettent, par les navettes quotidiennes ou par la mobilité résidentielle, d'offrir des opportunités accessibles (en distance comme en coût du logement) aux actifs des territoires plus pénalisés.

En contrepartie, l'aire urbaine paloise bénéficie de l'attractivité résidentielle forte des territoires qui l'environnent et qui jouent un rôle crucial pour sa propre attractivité. Le développement de ces territoires (notamment extérieurs au SCoT) est une condition de son propre développement, d'autant plus que l'aire urbaine paloise est très spécialisée dans des activités de support aux entreprises... vivant du développement des entreprises de l'ensemble du grand territoire du piémont pyrénéen.

L'observation d'une forte progression du revenu des ménages dans l'ensemble des territoires de la ZEM et une réduction radicale des inégalités de revenus entre ses territoires est la manifestation mesurable de la réalité des interdépendances positives.

L'aire urbaine paloise n'est pas une « métropole », les 500 000 habitants de la ZEM non plus, les 800 000 habitants de l'ensemble « enclavé » Bigorre-Béarn-Pays Basque encore moins. Pourtant, il y existe beaucoup de « vraies métropoles » françaises et européennes qui rêveraient de la **dynamique, de l'équilibre fonctionnel et de la cohésion de ces territoires.**

Agence d'urbanisme Atlantique et Pyrénées
Petite caserne
2 allée des platanes - BP 628
64 106 Bayonne Cedex
Tél. 05 59 46 50 10

4 rue Henri IV
Porte J
64 000 Pau
Tél. 05 33 64 00 30
contact@audap.org - www.audap.org